

États financiers consolidés non audités

THOMSON REUTERS CORPORATION ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT NET (non audité)

		Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	Note	2025	2024	2025	2024
ACTIVITÉS POURSUIVIES					
Produits des activités ordinaires	2	1 782	1 724	5 467	5 349
Charges d'exploitation	5	(1 115)	(1 117)	(3 347)	(3 288)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles		(28)	(30)	(83)	(87)
Dotation aux amortissements des logiciels		(182)	(151)	(534)	(458)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables		(24)	(21)	(73)	(69)
Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net	6	160	10	162	(60)
Bénéfice d'exploitation		593	415	1 592	1 387
Charges financières, montant net					
Charge d'intérêts, montant net	7	(38)	(21)	(103)	(97)
Autres produits (charges) financiers	7	7	(32)	(51)	(8)
Résultat avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		562	362	1 438	1 282
Quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	8	(13)	(8)	(23)	45
(Charge) produit d'impôt	9	(121)	(77)	(265)	258
Bénéfice lié aux activités poursuivies		428	277	1 150	1 585
(Perte) bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt		(5)	24	20	35
Bénéfice net		423	301	1 170	1 620
Bénéfice (perte) attribuable aux :					
Actionnaires ordinaires		423	301	1 170	1 623
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-	-	(3)
Résultat par action	10				
Résultat de base par action					
Lié aux activités poursuivies		0,95 \$	0,61 \$	2,55 \$	3,51 \$
Lié aux activités abandonnées		(0,01)	0,06	0,04	0,08
Résultat de base par action		0,94 \$	0,67 \$	2,59 \$	3,59 \$
Résultat dilué par action					
Lié aux activités poursuivies		0,95 \$	0,61 \$	2,54 \$	3,51 \$
Lié aux activités abandonnées		(0,01)	0,06	0,05	0,08
Résultat dilué par action		0,94 \$	0,67 \$	2,59 \$	3,59 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL
(non audité)

(en millions de dollars américains)	Note	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
		2025	2024	2025	2024
Bénéfice net		423	301	1 170	1 620
Autres éléments du résultat global					
Éléments reclassés ou susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net :					
Partie des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée en résultat net	7	-	(10)	(24)	32
Partie des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée en capitaux propres		-	10	20	(23)
Produit d'impôt lié à la partie des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée en capitaux propres		-	-	1	-
Partie des écarts de conversion comptabilisée en capitaux propres		(33)	152	269	65
		(33)	152	266	74
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net :					
Ajustements de juste valeur des actifs financiers	11	23	(4)	20	5
(Charge) produit d'impôt lié à l'ajustement de juste valeur des actifs financiers		(2)	1	(1)	(1)
Réévaluation des régimes de retraite à prestations définies		(10)	16	28	28
(Produit) charge d'impôt lié à la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies		2	(4)	(7)	(10)
		13	9	40	22
Autres éléments du résultat global		(20)	161	306	96
Résultat global		403	462	1 476	1 716
Résultat global de la période attribuable aux :					
Actionnaires ordinaires					
Activités poursuivies		408	438	1 456	1 689
Activités abandonnées		(5)	24	20	35
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-	-	(8)
Résultat global		403	462	1 476	1 716

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(non audité)

		30 septembre	31 décembre
(en millions de dollars américains)	Note	2025	2024
ACTIF			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	618	1 968
Créances clients et autres créances d'exploitation		1 053	1 087
Autres actifs financiers	11	87	35
Charges payées d'avance et autres actifs courants		428	400
Actifs courants		2 186	3 490
Immobilisations corporelles, montant net		357	386
Logiciels, montant net		1 680	1 453
Autres immobilisations incorporelles identifiables, montant net		3 127	3 134
Goodwill		7 909	7 262
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	8	203	269
Autres actifs financiers	11	442	442
Autres actifs non courants	12	629	625
Actifs d'impôt différé		1 317	1 376
Total de l'actif		17 850	18 437
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Passif			
Dette courante	11	838	973
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	13	947	1 091
Passifs d'impôt exigible		216	197
Produits différés		1 132	1 062
Autres passifs financiers	11	428	113
Passifs courants		3 561	3 436
Dette à long terme	11	1 338	1 847
Provisions et autres passifs non courants	14	675	675
Autres passifs financiers	11	206	232
Passifs d'impôt différé		309	241
Total du passif		6 089	6 431
Capitaux propres			
Capital-actions	15	3 561	3 498
Résultats non distribués		9 113	9 699
Cumul des autres éléments du résultat global		(913)	(1 191)
Total des capitaux propres		11 761	12 006
Total du passif et des capitaux propres		17 850	18 437
Éventualités (note 18)			

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
TABEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
(non audité)

non audité)

		Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	Note	2025	2024	2025	2024
Flux de trésorerie liés aux :					
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION					
Bénéfice lié aux activités poursuivies		428	277	1 150	1 585
Ajustements au titre des éléments suivants :					
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles		28	30	83	87
Dotation aux amortissements des logiciels		182	151	534	458
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables		24	21	73	69
Quote-part de la perte (du bénéfice) après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	8	13	8	23	(45)
(Profits) pertes nets à la cession d'entreprises et de placements	6	(162)	(1)	(164)	3
Impôt différé		33	8	51	(687)
Autres	16	52	56	223	173
Variation du fonds de roulement et d'autres éléments	16	107	206	(79)	252
Flux de trésorerie d'exploitation liés aux activités poursuivies		705	756	1 894	1 895
Flux de trésorerie d'exploitation liés aux activités abandonnées		(1)	-	1	(2)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation		704	756	1 895	1 893
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT					
Acquisitions, déduction faite de la trésorerie acquise	17	(193)	(25)	(823)	(492)
Produit des cessions d'entreprises et de placements	8	247	33	252	29
Produit tiré de la vente d'actions de LSEG	8	-	-	-	1 854
Dépenses d'investissement		(162)	(149)	(476)	(446)
Autres activités d'investissement		-	-	1	6
Impôt payé sur la vente d'actions de LSEG et les cessions		(33)	(65)	(33)	(202)
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement		(141)	(206)	(1 079)	749
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT					
Remboursements sur la dette	11	-	(242)	(999)	(290)
Emprunts (remboursements) aux termes des facilités d'emprunt à court terme, montant net	11	339	-	339	(139)
Paiements au titre du capital des contrats de location		(15)	(15)	(48)	(46)
Rachats d'actions ordinaires	15	(670)	-	(670)	(639)
Dividendes versés sur les actions privilégiées		(1)	(1)	(3)	(4)
Dividendes versés sur les actions ordinaires	15	(260)	(236)	(779)	(708)
Achat de participations ne donnant pas le contrôle	17	-	-	-	(384)
Autres activités de financement		-	2	(10)	3
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement		(607)	(492)	(2 170)	(2 207)
Écarts de conversion		(2)	3	4	(2)
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(46)	61	(1 350)	433
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période		664	1 670	1 968	1 298
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période		618	1 731	618	1 731
Se reporter à la note 16 pour des informations supplémentaires sur les flux de trésorerie.					
Intérêts payés, déduction faite des couvertures liées à la dette	7	(23)	(20)	(95)	(104)
Intérêts reçus	7	7	23	39	53
Impôt sur le résultat payé	16	(48)	(90)	(198)	(373)

Les intérêts reçus et payés sont pris en compte dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.

Le montant payé au titre de l'impôt sur le résultat est pris en compte dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ou dans les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement, selon la nature de la transaction sous-jacente.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
(non audité)

(en millions de dollars américains)	Capital- actions déclaré	Surplus d'apport	Capital- actions total	Résultats non distribués	Profit (perte) non comptabilisé sur les instruments financiers	Écarts de conversion	Cumul des autres éléments du résultat global	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2024	2 067	1 431	3 498	9 699	19	(1 210)	(1 191)	12 006	-	12 006
Bénéfice net	-	-	-	1 170	-	-	-	1 170	-	1 170
Autres éléments du résultat global	-	-	-	21	16	269	285	306	-	306
Résultat global	-	-	-	1 191	16	269	285	1 476	-	1 476
Virement du profit à la cession de participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence aux résultats non distribués	-	-	-	7	(7)	-	(7)	-	-	-
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	-	-	-	(3)	-	-	-	(3)	-	(3)
Dividendes déclarés sur les actions ordinaires	-	-	-	(804)	-	-	-	(804)	-	(804)
Actions émises aux termes du régime de réinvestissement des dividendes (« RRD »)	25	-	25	-	-	-	-	25	-	25
Rachats d'actions ordinaires (note 15)	(36)	-	(36)	(689)	-	-	-	(725)	-	(725)
Régime prédéfini de rachat d'actions (note 15)	(9)	-	(9)	(283)	-	-	-	(292)	-	(292)
Régimes de rémunération fondée sur des actions	114	(31)	83	(5)	-	-	-	78	-	78
Solde au 30 septembre 2025	2 161	1 400	3 561	9 113	28	(941)	(913)	11 761	-	11 761

(en millions de dollars américains)	Capital- actions déclaré	Surplus d'apport	Capital- actions total	Résultats non distribués	Profit (perte) non comptabilisé sur les instruments financiers	Écarts de conversion	Cumul des autres éléments du résultat global	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle (note 17)	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2023	1 901	1 504	3 405	8 680	21	(1 042)	(1 021)	11 064	-	11 064
Bénéfice net	-	-	-	1 623	-	-	-	1 623	(3)	1 620
Autres éléments du résultat global	-	-	-	18	13	70	83	101	(5)	96
Résultat global	-	-	-	1 641	13	70	83	1 724	(8)	1 716
Participations ne donnant pas le contrôle à l'acquisition de filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	388	388
Achat de participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	(4)	-	-	-	(4)	(380)	(384)
Virement du profit à la cession de participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence aux résultats non distribués	-	-	-	21	(21)	-	(21)	-	-	-
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	-	-	-	(4)	-	-	-	(4)	-	(4)
Dividendes déclarés sur les actions ordinaires	-	-	-	(730)	-	-	-	(730)	-	(730)
Actions émises aux termes du RRD	22	-	22	-	-	-	-	22	-	22
Rachats d'actions ordinaires (note 15)	(16)	-	(16)	(234)	-	-	-	(250)	-	(250)
Régimes de rémunération fondée sur des actions	134	(83)	51	-	-	-	-	51	-	51
Solde au 30 septembre 2024	2 041	1 421	3 462	9 370	13	(972)	(959)	11 873	-	11 873

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Thomson Reuters Corporation

Notes annexes (non auditées)

(les montants sont exprimés en millions de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Note 1 : Description générale de l'entreprise et base de présentation

Description générale de l'entreprise

Thomson Reuters Corporation est une entreprise régie par les lois de l'Ontario (Canada) dont les actions ordinaires sont cotées à la Bourse de Toronto (« TSX ») et au Nasdaq Global Select Market (« Nasdaq ») aux États-Unis, sous le symbole « TRI », et les actions privilégiées de série II sont cotées à la TSX.

Dans les présents états financiers consolidés, sauf indication contraire ou à moins que le contexte ne l'indique autrement, les termes la « société » et « Thomson Reuters » font référence à Thomson Reuters Corporation et à ses filiales.

La société propose des services à des professionnels dans les secteurs du droit, de la fiscalité, de l'audit, de la comptabilité, de la conformité, du gouvernement et des médias. Ses produits regroupent des logiciels et des connaissances hautement spécialisés pour fournir aux professionnels les données, les renseignements et les solutions leur permettant de prendre des décisions éclairées et pour aider les institutions dans leur quête de justice, de vérité et de transparence. Reuters, qui fait partie de Thomson Reuters, est un chef de file mondial du journalisme et de l'information de confiance.

Le comité d'audit du conseil d'administration de la société a approuvé les présents états financiers consolidés intermédiaires non audités (les « états financiers intermédiaires ») le 3 novembre 2025.

Base de présentation

Les états financiers intermédiaires ont été établis suivant les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour préparer les états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, sauf pour ce qui est décrit ci-après. Les états financiers intermédiaires sont conformes à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »). Par conséquent, certaines informations, notamment dans les notes annexes, qui sont habituellement comprises dans les états financiers annuels préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») ont été omises ou résumées.

La préparation des états financiers conformément à IAS 34 fait appel à certaines estimations comptables critiques. Elle impose également à la direction d'exercer son jugement dans l'application des méthodes comptables retenues par la société. La note 2 des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024 décrit les domaines particulièrement complexes et faisant intervenir une part importante de jugement ainsi que ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations ont une incidence importante sur les états financiers consolidés.

La société continue d'exercer ses activités dans un contexte macroéconomique incertain, reflétant le risque géopolitique continu, la croissance économique inégale et l'évolution des taux d'intérêt et du contexte inflationniste, entre autres facteurs. Bien que la société suive de près ces conditions afin d'évaluer les répercussions potentielles sur ses secteurs d'activité, certaines estimations et certains jugements formulés par la direction sont plus susceptibles de varier et pourraient changer de façon significative dans l'avenir étant donné la grande incertitude suscitée par ces circonstances.

Les états financiers intermédiaires ci-joints comprennent tous les ajustements, lesquels se composent des ajustements récurrents habituels, que la direction juge nécessaires à la présentation fidèle des résultats des activités d'exploitation, de la situation financière et des flux de trésorerie de la société. Les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats qui pourraient être obtenus pour une autre période intermédiaire ou pour l'exercice complet. Les présents états financiers intermédiaires doivent être lus parallèlement aux états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, qui sont présentés dans le rapport annuel 2024 de la société.

Dans les présents états financiers, les symboles « \$ », « \$ CA », « £ » et « SEK » désignent respectivement le dollar américain, le dollar canadien, la livre sterling et la couronne suédoise.

Changements touchant les méthodes comptables

IAS 21 Effet des variations des cours des monnaies étrangères

En août 2023, l'IASB a publié des modifications d'IAS 21, qui fournissent des indications sur la manière de déterminer un taux de change pour convertir des transactions libellées et des états financiers présentés dans une monnaie qui ne peut être convertie en d'autres monnaies. Ces modifications sont entrées en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2025 et n'ont eu aucune incidence significative sur les états financiers de la société.

Récentes prises de position comptables

IFRS 18 *États financiers : Présentation et informations à fournir* et modifications connexes d'IAS 7 *Tableau des flux de trésorerie*

En avril 2024, l'IASB a publié IFRS 18 et des modifications d'IAS 7. IFRS 18 remplacera IAS 1 *Présentation des états financiers*. Tant IFRS 18 que les modifications d'IAS 7 s'appliquent aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2027.

IFRS 18 modifiera la présentation des états financiers de la société et ajoutera de nouvelles obligations d'information à fournir. Plus précisément, la nouvelle norme exige ce qui suit :

- L'état consolidé du résultat net devra être structuré en fonction des catégories exploitation, investissement et financement, et inclure des totaux partiels additionnels correspondant au résultat d'exploitation et au résultat avant financement et impôt sur le résultat;
- Les mesures de performance définies par la direction, qui représentent certaines des mesures non conformes aux IFRS de la société, devront être identifiées et définies, et une explication de leur utilité devra être fournie. Chaque mesure de performance définie par la direction devra faire l'objet d'un rapprochement avec le total partiel correspondant à la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable. Toutes les informations fournies au sujet des mesures de performance définies par la direction devront être présentées dans une seule note des états financiers consolidés;
- Des indications plus exhaustives concernant le regroupement ou la ventilation de l'information financière liée aux montants présentés dans les états financiers devront être appliquées.

Les modifications d'IAS 7 ont été publiées afin d'assurer la conformité de la présentation du tableau des flux de trésorerie préparé selon la méthode indirecte aux modifications devant être apportées à l'état du résultat net aux termes d'IFRS 18.

IFRS 18 et les modifications d'IAS 7 portent sur les informations à fournir et n'auront aucune incidence sur les résultats d'exploitation, la situation financière et les flux de trésorerie de la société. La société évalue actuellement l'incidence de ces positions comptables sur ses informations à fournir.

Modifications d'IFRS 9 et d'IFRS 7 – *Modifications du classement et de l'évaluation des instruments financiers*

En mai 2024, l'IASB a publié des modifications à IFRS 9 *Instruments financiers* et à IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir*. Les modifications prévoient :

- un choix permettant la décomptabilisation des passifs financiers qui sont réglés au moyen d'un système de paiement électronique avant la date de règlement réelle, si certaines conditions sont remplies;
- des informations supplémentaires à fournir sur : a) les placements dans des instruments de capitaux propres et b) les passifs financiers qui présentent des caractéristiques non liées au risque qui se rattache à un prêt de base, comme l'atteinte de cibles de développement durable, qui pourraient avoir une incidence sur les flux de trésorerie de ces passifs.

Les modifications s'appliquent aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2026. La société ne s'attend pas à ce que ces modifications aient une incidence significative sur ses états financiers ou les informations à fournir.

Les autres prises de position de l'IASB et de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC ») ne s'appliquent pas à la société ou n'ont aucune incidence pour elle.

Note 2 : Produits des activités ordinaires

Produits des activités ordinaires, par type et par emplacement géographique

Les tableaux ci-après présentent la ventilation des produits des activités ordinaires par type et par emplacement géographique ainsi qu'un rapprochement avec les secteurs à présenter (se reporter à la note 3).

Produits des activités ordinaires, par type (en millions de dollars américains)	Professionnels du droit		Grandes sociétés		Fiscalité et comptabilité		Reuters News		Publications mondiales		Éliminations/ arrondissement		Total	
	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024
Trimestres clos les 30 septembre														
Récurrents	709	721	423	390	183	170	178	167	-	-	(6)	(6)	1 487	1 442
Transactions	19	24	55	47	68	51	29	32	-	-	-	-	171	154
Publications mondiales	-	-	-	-	-	-	-	-	124	128	-	-	124	128
Total	728	745	478	437	251	221	207	199	124	128	(6)	(6)	1 782	1 724

Produits des activités ordinaires, par type (en millions de dollars américains)	Professionnels du droit		Grandes sociétés		Fiscalité et comptabilité		Reuters News		Publications mondiales		Éliminations/ arrondissement		Total	
	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024
Périodes de neuf mois closes les 30 septembre														
Récurrents	2 073	2 121	1 236	1 142	580	548	529	495	-	-	(17)	(18)	4 401	4 288
Transactions	57	72	255	244	308	251	92	119	-	-	-	-	712	686
Publications mondiales	-	-	-	-	-	-	-	-	354	375	-	-	354	375
Total	2 130	2 193	1 491	1 386	888	799	621	614	354	375	(17)	(18)	5 467	5 349

Produits des activités ordinaires, par emplacement géographique ¹⁾ (en millions de dollars américains)	Professionnels du droit		Grandes sociétés		Fiscalité et comptabilité		Reuters News		Publications mondiales		Éliminations		Total	
Trimestres clos les 30 septembre	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024
États-Unis	565	599	363	346	186	164	51	48	93	95	(6)	(6)	1 252	1 246
Canada	29	27	2	4	7	5	2	-	12	14	-	-	52	50
Autres	9	8	26	14	46	40	2	3	2	3	-	-	85	68
Amérique	603	634	391	364	239	209	55	51	107	112	(6)	(6)	1 389	1 364
Royaume-Uni	77	69	39	34	6	6	109	105	9	10	-	-	240	224
Autres	14	10	34	26	1	1	30	30	2	1	-	-	81	68
EMOA	91	79	73	60	7	7	139	135	11	11	-	-	321	292
Asie-Pacifique	34	32	14	13	5	5	13	13	6	5	-	-	72	68
Total	728	745	478	437	251	221	207	199	124	128	(6)	(6)	1 782	1 724

Produits des activités ordinaires, par emplacement géographique ¹⁾ (en millions de dollars américains)	Professionnels du droit		Grandes sociétés		Fiscalité et comptabilité		Reuters News		Publications mondiales		Éliminations/ arrondissement		Total	
Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024
États-Unis	1 663	1 770	1 137	1 075	685	614	153	160	275	286	(17)	(18)	3 896	3 887
Canada	85	76	11	12	32	30	4	3	27	34	-	-	159	155
Autres	25	23	72	63	131	117	7	7	8	9	-	-	243	219
Amérique	1 773	1 869	1 220	1 150	848	761	164	170	310	329	(17)	(18)	4 298	4 261
Royaume-Uni	223	202	115	105	21	20	326	317	25	26	-	-	710	670
Autres	38	31	110	89	4	4	93	89	4	4	-	-	249	217
EMOA	261	233	225	194	25	24	419	406	29	30	-	-	959	887
Asie-Pacifique	96	91	46	42	15	14	38	38	15	16	-	-	210	201
Total	2 130	2 193	1 491	1 386	888	799	621	614	354	375	(17)	(18)	5 467	5 349

1) Les produits des activités ordinaires par emplacement géographique sont répartis en fonction de l'emplacement du client. Les produits découlant de l'entente conclue entre Reuters News et l'entreprise de services de données et d'analyse du London Stock Exchange Group (« LSEG »), le plus grand client de la société, sont inclus en totalité dans le poste du Royaume-Uni. Le Canada est le pays de résidence de la société. Les Amériques comprennent l'Amérique du Nord, l'Amérique latine et l'Amérique du Sud, et l'EMOA comprend l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique.

Note 3 : Informations sectorielles

La société comporte cinq secteurs à présenter qui rendent compte de la façon dont les entreprises sont gérées. Les secteurs offrent des produits et des services à une clientèle cible, comme il est expliqué ci-dessous.

Professionnels du droit

Ce secteur propose aux cabinets d'avocats et aux autorités gouvernementales des outils de recherche et des produits de gestion des travaux propulsés par des technologies de pointe, notamment l'IA générative. Son offre est axée sur des services de recherche conviviaux et des solutions intégrées de gestion des processus juridiques alliant contenu, outils et analyses.

Grandes sociétés

Ce secteur propose aux entreprises, tant des petites entreprises que des organisations multinationales, dont les sept plus grands cabinets d'experts-comptables au monde, la gamme complète des produits axés sur le contenu, propulsés par des technologies de pointe de la société, notamment l'IA générative, ainsi que des solutions intégrées de conformité des processus conçues pour les aider à atteindre leurs objectifs commerciaux.

Fiscalité et comptabilité

Ce secteur propose aux cabinets de services de fiscalité, d'audit et de comptabilité (autres que les sept plus grands cabinets au monde, qui sont servis par le secteur Grandes sociétés) des services de recherche et des produits de gestion des flux de travaux propulsés par des technologies de pointe, notamment l'IA générative.

Reuters News

Ce secteur fournit des services de nouvelles et des données économiques, financières et internationales aux groupes de médias, aux professionnels et aux consommateurs du monde entier par l'intermédiaire de l'agence de presse Reuters, de Reuters.com, de Reuters Events et des produits de Thomson Reuters, ainsi qu'aux cabinets de services financiers exclusivement par le truchement des produits de LSEG.

Publications mondiales

Ce secteur fournit des renseignements juridiques et fiscaux, essentiellement sous forme imprimée, à ses clients du monde entier et fournit des services d'impression commerciale à une grande variété d'éditeurs de livres.

L'information sectorielle et les rapprochements avec les données de l'état consolidé du résultat net sont présentés ci-dessous :

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Produits des activités ordinaires				
Professionnels du droit	728	745	2 130	2 193
Grandes sociétés	478	437	1 491	1 386
Fiscalité et comptabilité	251	221	888	799
Reuters News	207	199	621	614
Publications mondiales	124	128	354	375
Éliminations/arrondissement	(6)	(6)	(17)	(18)
Produits des activités ordinaires	1 782	1 724	5 467	5 349
BAIIA ajusté				
Professionnels du droit	354	334	1 029	1 003
Grandes sociétés	174	162	556	518
Fiscalité et comptabilité	78	59	401	331
Reuters News	42	40	126	151
Publications mondiales	46	43	131	133
Total du BAIIA ajusté des secteurs à présenter	694	638	2 243	2 136
Charges liées au siège social	(22)	(29)	(84)	(75)
Ajustements de juste valeur ¹⁾	(5)	(2)	(39)	-
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	(28)	(30)	(83)	(87)
Dotation aux amortissements des logiciels	(182)	(151)	(534)	(458)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiées	(24)	(21)	(73)	(69)
Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net	160	10	162	(60)
Bénéfice d'exploitation	593	415	1 592	1 387
Charge d'intérêts, montant net	(38)	(21)	(103)	(97)
Autres produits (charges) financiers	7	(32)	(51)	(8)
Quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(13)	(8)	(23)	45
(Charge) produit d'impôt	(121)	(77)	(265)	258
Bénéfice lié aux activités poursuivies	428	277	1 150	1 585

1) Comprennent des montants de néant (2 M\$ en 2024) et de 20 M\$ (8 M\$ en 2024) pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2025, respectivement, au titre des produits différés acquis.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2025, les produits de Reuters News comprenaient des montants respectifs de 6 M\$ (6 M\$ en 2024) et de 17 M\$ (18 M\$ en 2024) se rapportant principalement aux services liés au contenu fournis aux secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité.

Conformément à IFRS 8 *Secteurs opérationnels*, la société fournit certaines informations sur ses secteurs à présenter en se fondant sur les indicateurs que la direction utilise pour évaluer la performance de ces secteurs. Les mesures de la rentabilité sont définies ci-dessous et peuvent donc ne pas être comparables aux mesures similaires des autres sociétés.

BAIIA ajusté sectoriel

- Le BAIIA ajusté sectoriel correspond au bénéfice ou à la perte lié aux activités poursuivies, avant la charge ou le produit d'impôt, le montant net de la charge d'intérêts, les autres charges financières ou produits financiers, la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles, des logiciels et des autres immobilisations incorporelles identifiées, la quote-part revenant à la société du bénéfice ou de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, les autres profits ou pertes d'exploitation, certaines pertes de valeur d'actifs, les éléments liés au siège social et les ajustements de juste valeur, y compris ceux liés aux produits différés acquis.
- La société ne considère pas ces éléments exclus comme des activités d'exploitation contrôlables aux fins de l'évaluation du rendement actuel des secteurs à présenter.

Nous attribuons à chaque secteur, selon l'utilisation ou d'autres paramètres applicables, une partie des coûts des services de soutien centralisés, comme ceux liés à la technologie, aux activités commerciales, au marketing et à l'élaboration de produits et de contenus. De plus, les coûts des produits sont attribués lorsqu'un secteur vend des produits gérés par un autre secteur. Les charges liées au siège social, qui comprennent les charges liées aux fonctions générales gérées de manière centrale, telles que les finances, le contentieux et les ressources humaines, ne sont pas attribuées aux secteurs.

Note 4 : Caractère saisonnier

Les produits des activités ordinaires et le bénéfice d'exploitation consolidés de la société sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque cette dernière comptabilise une part importante de ses produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats et engage habituellement ses coûts uniformément tout au long de l'exercice. Néanmoins, en ce qui concerne les secteurs, les produits des activités ordinaires de la société d'un trimestre à l'autre peuvent être touchés par le caractère saisonnier des activités, surtout le secteur Fiscalité et comptabilité, où les produits des activités ordinaires sont habituellement plus concentrés au premier et au quatrième trimestre.

Note 5 : Charges d'exploitation

Le tableau qui suit présente les composantes des charges d'exploitation :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2025	2024	2025	2024
Salaires, commissions et indemnités	601	612	1 767	1 783
Palements fondés sur des actions	27	23	84	65
Avantages postérieurs à l'emploi	34	29	102	91
Total des frais de personnel	662	664	1 953	1 939
Biens et services ¹⁾	358	362	1 098	1 088
Contenu	72	72	218	212
Télécommunications	12	10	35	29
Installations	6	9	24	28
Ajustements de juste valeur ²⁾	5	-	19	(8)
Total des charges d'exploitation	1 115	1 117	3 347	3 288

1) Comprennent les charges liées à la technologie, les honoraires professionnels, les frais d'experts-conseils, le coût de la sous-traitance, les frais de commercialisation et d'autres frais généraux et frais d'administration.

2) Les ajustements de juste valeur représentent essentiellement les profits et les pertes sur les soldes intragroupe attribuables aux variations des taux de change survenant dans le cours normal des activités.

Note 6 : Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net

Le montant net des autres profits d'exploitation s'est établi à 160 M\$ et à 162 M\$, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2025. Pour les deux périodes, ce montant comprenait un profit de 161 M\$ à la vente de la participation restante de la société dans Elite, laquelle était comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

Le montant net des autres profits d'exploitation s'était établi à 10 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2024. Le montant net des autres pertes d'exploitation s'était établi à 60 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2024 et comprenait une perte de valeur d'une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, ce qui reflétait une baisse de la valeur de l'avoir immobilier commercial de la société, des coûts de transaction liés aux acquisitions et des coûts se rapportant à la provision liée aux questions juridiques.

Note 7 : Charges financières, montant net

Le montant net des charges financières comprend la charge (le produit) d'intérêts et les autres charges (produits) financiers, comme l'indique le tableau qui suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2025	2024	2025	2024
Charge d'intérêts				
Dette	26	34	84	110
Autres, montant net	8	4	22	13
(Profits) pertes sur la juste valeur des instruments financiers				
Dette	(6)	-	(6)	-
Couvertures de juste valeur	6	-	6	-
Couvertures de flux de trésorerie, transfert depuis les capitaux propres	-	(14)	(27)	25
Pertes (profits) de change sur la dette, montant net	-	14	27	(25)
Charge d'intérêts, montant net - dette et autres	34	38	106	123
Charge d'intérêts, montant net - contrats de location	3	3	10	10
Charge d'intérêts, montant net - régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	7	6	20	18
Produit d'intérêts	(6)	(26)	(33)	(54)
Charge d'intérêts, montant net	38	21	103	97

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
(Profits) pertes nets attribuables aux variations des cours de change	(9)	30	47	(1)
Autres	2	2	4	9
Autres (produits) charges financiers	(7)	32	51	8

Le montant net des (profits) pertes attribuables aux variations des taux de change se compose principalement de montants liés à certaines ententes de financement intragroupe.

Note 8 : Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

Les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence à l'état consolidé de la situation financière s'établissaient à 203 M\$ et à 269 M\$ au 30 septembre 2025 et au 31 décembre 2024, respectivement. La quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt revenant à la société des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence présentée à l'état consolidé du résultat net s'est établie à (13) M\$ ((8) M\$ en 2024) et à (23) M\$ (45 M\$ en 2024), respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2025.

En septembre 2025, la société a vendu sa participation restante dans Elite pour un produit de 231 M\$ qui a été présenté à titre d'activité d'investissement dans le tableau consolidé des flux de trésorerie.

En mai 2024, la société a vendu le reste de ses actions de LSEG qu'elle détenait indirectement par le truchement de sa participation directe dans York Parent Limited et ses filiales (« YPL »), qui, depuis la date de la vente de ces actions, n'est plus une entreprise associée significative pour la société. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2024, la société a vendu 16,0 millions d'actions de LSEG et a tiré un produit de 1 854 M\$ de la vente, qui comprenait un paiement de 24 M\$ reçu au titre du règlement de contrats de change (se reporter à la note 11). Le total du produit, y compris les montants liés au règlement des contrats de change, a été comptabilisé dans les activités d'investissement au tableau consolidé des flux de trésorerie.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2024, la quote-part de la société du bénéfice (de la perte) après impôt de sa participation dans YPL se composait de ce qui suit :

(en millions de dollars américains)	Période de neuf mois close le 30 septembre 2024
Diminution du cours de l'action de LSEG	(86)
Pertes de change sur les actions de LSEG	(3)
Dividendes	6
Profit sur options d'achat	22
Données historiques exclues de l'ajustement des capitaux propres ¹⁾	129
YPL - Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	68

1) Représentent les produits découlant de la comptabilisation de l'incidence cumulative résiduelle des opérations sur capitaux propres exclues de la participation de la société dans YPL.

Le tableau qui suit présente un sommaire de l'information financière pour 100 % de YPL pour le semestre clos le 30 juin 2024, au cours duquel YPL était une entreprise associée significative pour la société.

(en millions de dollars américains)	Semestre clos le 30 juin 2024
Valeur de marché des actions de LSEG	(394)
Dividendes	32
Profit sur options d'achat	92
Perte nette	(270)
Résultat global	(270)

Note 9 : Imposition

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2025, la charge d'impôt s'est élevée respectivement à 121 M\$ et à 265 M\$. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, la charge d'impôt s'est élevée à 77 M\$. La société a comptabilisé un produit d'impôt de 258 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2024, en raison d'un montant de 468 M\$ découlant de la comptabilisation d'un actif d'impôt différé lié à des lois fiscales promulguées au Canada, qui ont eu pour effet de réduire la capacité de la société à déduire la charge d'intérêts de ses revenus imposables au Canada, augmentant ainsi le bénéfice imposable au Canada, de sorte que la société s'attend maintenant à utiliser les pertes fiscales reportées en avant et d'autres avantages fiscaux, qu'elle n'avait pas comptabilisés auparavant à titre d'actif d'impôt différé.

En outre, en janvier 2024, la société a commencé à comptabiliser la charge d'impôt liée au « modèle de règles du Pilier 2 » publié par l'Organisation de coopération et de développement économiques et en vigueur dans les principaux territoires où la société exerce ses activités. Ces règles visent à assujettir les grandes entreprises multinationales à un taux d'imposition minimal dans chacun des territoires où elles exercent leurs activités. De façon générale, le modèle de règles du Pilier 2 applique un système d'impôt complémentaire afin de porter le taux d'imposition effectif de l'entreprise dans chacun des territoires à au moins 15 %. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2025, la société a comptabilisé une charge d'impôt complémentaire de 2 M\$ (2 M\$ en 2024) et de 5 M\$ (9 M\$ en 2024), respectivement, attribuable aux bénéfices réalisés en Suisse.

La charge ou le produit d'impôt de chaque période tient compte des taux s'appliquant dans les divers territoires où les bénéfices et les pertes avant impôt sont comptabilisés. La charge ou le produit d'impôt des périodes intermédiaires n'est pas nécessairement représentatif du produit ou de la charge d'impôt pour l'exercice complet puisque la répartition géographique du bénéfice ou de la perte avant impôt des périodes intermédiaires peut différer de celle pour l'exercice complet.

Le 4 juillet 2025, les États-Unis ont promulgué une réforme fiscale dans le cadre de la loi *One Big Beautiful Bill Act* (« OBBBA »). L'OBBBA maintient le taux d'imposition des sociétés aux États-Unis à 21 %. De plus, l'OBBBA proroge ou révisé les principales dispositions de la loi *Tax Cuts and Jobs Act* promulguée en 2017, qui devaient expirer ou être modifiées à la fin de 2025.

Selon l'interprétation préliminaire qu'a fait la société de l'OBBBA, les réformes fiscales introduites ne devraient pas avoir d'incidence importante sur ses états financiers consolidés. Toutefois, compte tenu de la complexité des lois fiscales, des règlements connexes et des interprétations en évolution, les estimations de la société pourraient devoir être révisées à mesure que de nouvelles informations sont connues concernant l'application des dispositions de l'OBBBA.

Note 10 : Résultat par action

Le résultat de base par action correspond au résultat attribuable aux actionnaires ordinaires moins les dividendes déclarés sur les actions privilégiées, divisé par la somme du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation et des unités d'actions différées (« UAD ») acquises qui étaient en cours pendant la période. Les UAD représentent les actions ordinaires que certains membres du personnel ont choisi de recevoir à la place d'une rémunération en trésorerie lorsqu'ils auront acquis les droits relatifs aux attributions fondées sur des actions.

Le résultat dilué par action a été obtenu à partir du dénominateur du calcul du résultat de base décrit plus haut, ajusté de façon à tenir compte de l'effet potentiellement dilutif des options sur actions et des unités d'actions de négociation restreinte temporelles (« UANRT ») en cours.

Le résultat utilisé pour le calcul du résultat consolidé par action et du résultat par action lié aux activités poursuivies est présenté ci-après :

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	423	301	1 170	1 623
Moins les dividendes déclarés sur les actions privilégiées	(1)	(1)	(3)	(4)
Bénéfice utilisé pour le calcul du résultat consolidé par action	422	300	1 167	1 619
Moins la perte (le bénéfice) lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	5	(24)	(20)	(35)
Bénéfice utilisé pour le calcul du résultat par action lié aux activités poursuivies	427	276	1 147	1 584

Le tableau qui suit présente le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, de même que le rapprochement du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le calcul du résultat de base par action et du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le calcul du résultat dilué par action :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	449 658 160	449 751 215	450 116 632	450 650 598
Nombre moyen pondéré d'UAD acquises	125 259	135 577	128 163	137 938
Résultat de base	449 783 419	449 886 792	450 244 795	450 788 536
Incidence des options sur actions et des UANRT	500 309	572 093	551 793	636 180
Résultat dilué	450 283 728	450 458 885	450 796 588	451 424 716

Note 11 : Instruments financiers**Actifs et passifs financiers**

Les tableaux ci-après détaillent les actifs et passifs financiers comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière :

30 septembre 2025 (en millions de dollars américains)	Actifs (passifs) au coût amorti	Actifs (passifs) à la juste valeur par le biais du résultat net	Actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Dérivés utilisés à des fins de couverture	Total
Trésorerie et équivalents de trésorerie	325	293	-	-	618
Créances clients et autres créances d'exploitation	1 053	-	-	-	1 053
Autres actifs financiers courants	4	83	-	-	87
Autres actifs financiers non courants	9	290	143	-	442
Dette courante	(838)	-	-	-	(838)
Dettes fournisseurs (note 13)	(144)	-	-	-	(144)
Charges à payer (note 13)	(691)	-	-	-	(691)
Autres passifs financiers courants ^{1), 2)}	(402)	(26)	-	-	(428)
Dette à long terme	(1 338)	-	-	-	(1 338)
Autres passifs financiers non courants ³⁾	(185)	(13)	-	(8)	(206)
Total	(2 207)	627	143	(8)	(1 445)

31 décembre 2024 (en millions de dollars américains)	Actifs (passifs) au coût amorti	Actifs (passifs) à la juste valeur par le biais du résultat net	Actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Dérivés utilisés à des fins de couverture	Total
Trésorerie et équivalents de trésorerie	873	1 095	-	-	1 968
Créances clients et autres créances d'exploitation	1 087	-	-	-	1 087
Autres actifs financiers courants	7	28	-	-	35
Autres actifs financiers non courants	11	332	99	-	442
Dette courante	(973)	-	-	-	(973)
Dettes fournisseurs (note 13)	(176)	-	-	-	(176)
Charges à payer (note 13)	(799)	-	-	-	(799)
Autres passifs financiers courants ¹⁾	(75)	(17)	-	(21)	(113)
Dette à long terme	(1 847)	-	-	-	(1 847)
Autres passifs financiers non courants ³⁾	(198)	(34)	-	-	(232)
Total	(2 090)	1 404	99	(21)	(608)

1) Comprennent des obligations locatives de 61 M\$ (58 M\$ en 2024).

2) Comprennent un engagement d'un montant maximal de 292 M\$ lié au régime prédéfini établi par la société avec son courtier afin de racheter les actions de la société pendant ses propres périodes d'interdiction d'opérations. Se reporter à la note 15.

3) Comprennent des obligations locatives de 179 M\$ (198 M\$ en 2024).

Du montant total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des sommes de 139 M\$ et de 115 M\$ au 30 septembre 2025 et au 31 décembre 2024, respectivement, étaient détenues par des filiales soumises à des restrictions réglementaires ou contractuelles ou exerçant leurs activités dans des pays où des contrôles de change ou d'autres restrictions légales existaient et n'étaient donc pas disponibles pour les besoins généraux de la société.

Programme de papier commercial

Le programme de papier commercial de 2,0 G\$ de la société lui fournit un financement efficace et flexible à court terme. La valeur comptable du solde du papier commercial inscrit dans la dette courante à l'état consolidé de la situation financière au 30 septembre 2025 se chiffre à 339 M\$ (néant au 31 décembre 2024).

Facilité de crédit

La société a une entente de facilité de crédit consortiale de 2,0 G\$ qui vient à échéance en novembre 2027 et qui peut être utilisée pour obtenir des liquidités pour les besoins généraux de l'entreprise (notamment aux fins des acquisitions et du financement de son programme de papier commercial). Au 30 septembre 2025 et au 31 décembre 2024, aucun emprunt sur cette facilité de crédit n'était en cours. D'après les notations actuelles de la société, le taux d'intérêt aux termes de la convention de facilité de crédit est fonction du taux de financement à un jour garanti (Secured Overnight Financing Rate ou « SOFR ») à terme, du taux interbancaire offert en euros (l'« EURIBOR ») ou du taux Simple Sterling Overnight Index Average (« SONIA »), majoré de 91 points de base. La société peut demander une augmentation de l'engagement des prêteurs d'un montant global de 600 M\$, jusqu'à un montant maximal de 2,6 G\$, sous réserve de l'approbation des prêteurs concernés.

La société garantit les emprunts de ses filiales aux termes de la facilité de crédit. La société est également tenue de maintenir un ratio de la dette nette, au sens donné à ce terme dans la convention de crédit (total de la dette après déduction des swaps, diminué de la trésorerie et des équivalents de trésorerie), établi le dernier jour du trimestre, par rapport au BAIIA, selon la définition donnée dans la convention de crédit (bénéfice avant intérêts, impôt, dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et autres modifications décrites dans la convention de crédit) d'au plus 4,5 pour 1 pour les quatre derniers trimestres écoulés. Si la société réalisait une acquisition dont le prix d'achat dépassait 500 M\$, elle pourrait choisir, sous réserve de la présentation d'un avis, d'augmenter temporairement le ratio de la dette nette sur le BAIIA à 5,0 pour 1 à la fin du trimestre au cours duquel la transaction a été conclue et pour chacun des trois trimestres suivant immédiatement la transaction. À la fin de cette période, le ratio reviendrait à 4,5 pour 1. Au 30 septembre 2025, la société respectait cette clause restrictive puisque son ratio de la dette nette sur le BAIIA, calculé aux termes de sa facilité de crédit consortiale, s'établissait à 0,5 pour 1.

Contrats de change

La société a auparavant conclu des contrats de change conçus pour réduire le risque de change à l'égard d'une partie de son ancienne participation indirecte dans LSEG, qui était libellée en livres sterling. Ces instruments n'étaient pas liés aux fluctuations du cours de l'action de LSEG. Au cours de la période de neuf mois, la société a réglé les contrats de change restants d'un notionnel de 1,2 G£ (1,6 G\$) pour un produit net de 24 M\$ dans le cadre de la vente des 16,0 millions d'actions de LSEG qu'il lui restait. La société n'avait aucun contrat de change en cours au 30 septembre 2025 et au 31 décembre 2024.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2024, une perte de 2,0 M\$ a été inscrite au poste « Autres produits (charges) financiers » de l'état consolidé du résultat net relativement à ces contrats de change par suite des fluctuations du taux de change entre le dollar américain et la livre sterling.

Juste valeur

La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients et autres créances d'exploitation ainsi que des dettes d'exploitation et charges à payer correspond approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée. La juste valeur de la dette à long terme et des instruments dérivés liés est présentée ci-après.

Dette et instruments dérivés connexes

Valeur comptable

Les montants comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière sont appelés « valeur comptable ». Les valeurs comptables de la dette primaire sont prises en compte aux postes « Dette courante » ou « Dette à long terme », et les valeurs comptables des instruments dérivés sont prises en compte aux postes « Autres actifs financiers » et « Autres passifs financiers », courants et non courants, selon le cas, de l'état consolidé de la situation financière.

Juste valeur

La juste valeur de la dette est estimée au moyen des prix cotés sur le marché pour des instruments similaires ou des taux courants offerts à la société pour une dette dont l'échéance est identique. La juste valeur des swaps sur taux d'intérêt est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés selon les taux actuels de marché et compte tenu du risque de non-exécution.

Échange de dette

En mars 2025, la société a réalisé les offres d'échange de dette annoncées en février 2025. L'objectif de cet échange était d'optimiser la structure du capital de la société et d'aligner la génération de produits des activités ordinaires sur la dette. Les détenteurs de billets libellés en dollars américains initialement émis par Thomson Reuters Corporation (« TRC ») (les « anciens billets ») se sont vu offrir la possibilité de recevoir des billets émis par TR Finance LLC (« TR Finance »), une filiale américaine en propriété exclusive indirecte de TRC (les « nouveaux billets »). Les résultats de cet échange se détaillent comme suit :

Série de billets (en millions de dollars américains)	Montant en capital des nouveaux billets émis par TR Finance	Montant en capital restant des anciens billets émis par TRC	Montant en capital des billets en circulation
Billets à 3,35 % échéant en 2026	441	59	500
Billets à 5,85 % échéant en 2040	453	47	500
Billets à 4,50 % échéant en 2043	84	35	119
Billets à 5,65 % échéant en 2043	337	13	350
Déventures à 5,50 % échéant en 2035	373	27	400
Total	1 688	181	1 869

Les nouveaux billets émis par TR Finance sont assortis des mêmes taux d'intérêt, dates de versement des intérêts et dates d'échéance que ceux des séries correspondantes d'anciens billets. Les nouveaux billets sont intégralement et inconditionnellement garantis en ce qui a trait au remboursement du capital et au versement d'intérêts par TRC ainsi que par West Publishing Corporation, Thomson Reuters Applications Inc. et Thomson Reuters (Tax & Accounting) Inc., qui sont toutes des filiales américaines en propriété exclusive indirecte de TRC. Les trois filiales américaines garantes garantissent également les anciens billets restants de TRC de la même manière que TRC ainsi que les billets de TR Finance.

L'échange ne constituait pas une extinction de la dette. Par conséquent, cette transaction n'a pas donné lieu à la décomptabilisation de la dette existante. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2025, la société a versé un montant de 4 M\$ au titre de frais liés à la sollicitation des détenteurs de billets qui ont participé aux offres d'échange. Ce montant est pris en compte au poste « Autres produits (charges) financiers » de l'état consolidé du résultat net. Par ailleurs, des coûts de transaction de 8 M\$ ont été comptabilisés en réduction de la valeur comptable de la dette à long terme à l'état consolidé de la situation financière. Les paiements en trésorerie des coûts et frais liés à l'échange sont comptabilisés au poste « Autres activités de financement » du tableau consolidé des flux de trésorerie.

Les tableaux qui suivent résument la dette et les instruments dérivés liés de la société qui couvrent les flux de trésorerie de cette dette :

30 septembre 2025 (en millions de dollars américains)	Valeur comptable		Juste valeur	
	Dette primaire	Instruments dérivés	Dette primaire	Instruments dérivés
Papier commercial	339	-	340	-
Billets à 3,35 %, 500 \$, échéant en 2026	499	-	497	-
Billets à 5,85 %, 500 \$, échéant en 2040	492	-	522	-
Billets à 4,50 %, 119 \$, échéant en 2043	115	1	99	1
Billets à 5,65 %, 350 \$, échéant en 2043	336	7	347	7
Déventures à 5,50 %, 400 \$, échéant en 2035	395	-	415	-
Total	2 176	8	2 220	8
Partie courante	838	-		
Partie non courante	1 338	8		

31 décembre 2024 (en millions de dollars américains)	Valeur comptable		Juste valeur	
	Dette primaire	Instruments dérivés	Dette primaire	Instruments dérivés
Billets à 2,239 %, 1 400 \$ CA, échéant en 2025	973	21	968	21
Billets à 3,35 %, 500 \$, échéant en 2026	499	-	491	-
Billets à 5,85 %, 500 \$, échéant en 2040	493	-	507	-
Billets à 4,50 %, 119 \$, échéant en 2043	116	-	94	-
Billets à 5,65 %, 350 \$, échéant en 2043	342	-	338	-
Déventures à 5,50 %, 400 \$, échéant en 2035	397	-	401	-
Total	2 820	21	2 799	21
Partie courante	973	21		
Partie non courante	1 847	-		

Remboursement de la dette

En mai 2025, la société a remboursé ses billets à 2,239 % de 1,4 G\$ CA (1,0 G\$ US) à même la trésorerie disponible à leur échéance et a réglé les instruments dérivés liés qui couvrent les flux de trésorerie correspondants. En septembre 2024, la société avait remboursé l'encours de 242 M\$ de ses billets à 3,85 % de 450 M\$ à même la trésorerie disponible à leur échéance.

Couvertures de juste valeur

En septembre 2025, la société a conclu des swaps de taux d'intérêt fixe-variable d'un notionnel de 410 M\$. Aux termes de ces contrats, la société reçoit un taux d'intérêt fixe et paie un taux d'intérêt variable établi en fonction du taux SOFR majoré d'une marge. Ces swaps sont désignés comme couvertures de la juste valeur d'une tranche des billets à 4,50 % échéant en mai 2043 d'un montant en capital de 119 M\$ (couverture de 80 M\$) et d'une tranche des billets à 5,65 % échéant en novembre 2043 d'un montant en capital de 350 M\$ (couverture de 330 M\$), lesquels s'appliquent à la durée résiduelle jusqu'à l'échéance. Les swaps ont été conclus dans le cadre de la stratégie de gestion du risque de taux d'intérêt de la société. Une variation à la hausse ou à la baisse de 100 points de base du taux SOFR aurait fait augmenter ou diminuer la charge d'intérêt annuelle d'environ 4 M\$. La société cherche à atteindre un ratio de couverture de 1 pour 1 lorsque le montant du capital notionnel des swaps correspond à l'exposition à la dette sous-jacente.

Par ailleurs, la société a conclu avec ses contreparties des ententes de soutien au crédit aux termes desquelles une partie peut demander à l'autre partie de constituer une garantie en trésorerie lorsque la valeur marchande des swaps dépasse des seuils prédéfinis, ce qui a pour effet de limiter l'exposition au risque de crédit pour la partie en situation de profit sur la juste valeur. Aucune garantie n'avait été constituée ou reçue en date du 30 septembre 2025.

Les swaps sont comptabilisés à leur juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière, et les variations de leur juste valeur, dans l'état consolidé du résultat net. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2025, la société a initialement comptabilisé une inefficacité de 2 M\$ attribuable aux frais de crédit inhérents aux swaps. Ce montant est présenté au poste « Autres produits (charges) financiers » de l'état consolidé du résultat net. La juste valeur des swaps correspondait à un passif de 8 M\$ présenté dans les autres passifs financiers non courants à l'état consolidé de la situation financière au 30 septembre 2025.

Estimation de juste valeur

Les instruments financiers inscrits dans l'état consolidé de la situation financière à leur juste valeur ont été évalués selon une hiérarchie à plusieurs niveaux, qui sont les suivants :

- Niveau 1 – prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 – données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix);
- Niveau 3 – données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (à savoir des données non observables).

Les tableaux ci-après indiquent les niveaux de la hiérarchie des données qui ont servi à l'évaluation de la juste valeur des instruments comptabilisés à la juste valeur à l'état consolidé de la situation financière :

30 septembre 2025 (en millions de dollars américains)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Solde total
Actifs				
Comptes du marché monétaire et autres titres	-	293	-	293
Autres créances ¹⁾	-	-	373	373
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	-	293	373	666
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ²⁾	-	-	143	143
Total des actifs	-	293	516	809
Passifs				
Dérivés utilisés à des fins de couverture ³⁾	-	(8)	-	(8)
Contrepartie éventuelle ⁴⁾	-	-	(39)	(39)
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	-	(8)	(39)	(47)
Total des passifs	-	(8)	(39)	(47)

31 décembre 2024 (en millions de dollars américains)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Solde total
Actifs				
Comptes du marché monétaire et autres titres	-	1 095	-	1 095
Autres créances ¹⁾	-	-	360	360
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	-	1 095	360	1 455
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ²⁾	1	-	98	99
Total des actifs	1	1 095	458	1 554
Passifs				
Dérivés utilisés à des fins de couverture ³⁾	-	(21)	-	(21)
Contrepartie éventuelle ⁴⁾	-	-	(51)	(51)
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	-	(21)	(51)	(72)
Total des passifs	-	(21)	(51)	(72)

1) Créances aux termes d'une entente d'indemnisation et créances éventuelles (se reporter à la section ci-après).

2) Placements détenus dans des entités sur lesquelles la société n'exerce ni contrôle, ni contrôle conjoint, ni influence notable.

3) Au 30 septembre 2025, composés de swaps de taux d'intérêt fixe-variable sur la dette échéant en 2043. Au 31 décembre 2024, composés de swaps combinés sur taux d'intérêt et devises fixe-fixe sur la dette échéant en mai 2025.

4) Obligations liées au versement d'une contrepartie additionnelle pour des acquisitions antérieures, en fonction de certaines mesures de performance dont il a été convenu par contrat au moment de l'acquisition, et à l'achat d'actions auprès des actionnaires minoritaires d'une filiale.

Au 30 septembre 2025, les autres créances du niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs comprenaient des créances de 290 M\$ (272 M\$ en 2024) à recevoir aux termes d'une entente d'indemnisation et des créances éventuelles de 83 M\$ (88 M\$ en 2024) liées à la vente de notre entreprise FindLaw en décembre 2024, dont la juste valeur est soumise à l'atteinte de certains jalons de rendement jusqu'en juin 2026. L'augmentation des créances entre le 31 décembre 2024 et le 30 septembre 2025 découle principalement des profits liés à la juste valeur associés à l'entente d'indemnisation en raison des profits de change nets et de la variation des taux d'intérêt associés au profil de crédit des contreparties à l'entente d'indemnisation, qui sont pris en compte au poste « (Perte) bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt » de l'état consolidé du résultat net.

La société comptabilise les transferts entre les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs à la clôture de la période de présentation au cours de laquelle l'événement ou le changement de circonstance ayant entraîné le transfert a eu lieu. Il n'y a pas eu de transfert entre les niveaux de la hiérarchie pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025.

Techniques d'évaluation

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif (p. ex., les instruments dérivés hors cote) est établie au moyen de techniques d'évaluation. Ces techniques d'évaluation utilisent au maximum les données de marché observables qui sont disponibles et reposent aussi peu que possible sur des estimations propres à l'entité. Si toutes les données d'entrée importantes nécessaires à la détermination de la juste valeur de l'instrument sont observables, l'instrument se classe au niveau 2. Si l'une ou plusieurs des données importantes ne sont pas basées sur des données observables de marché, l'instrument est alors classé dans le niveau 3.

Les techniques d'évaluation particulières ayant servi à l'évaluation des instruments financiers comprennent les suivantes :

- La juste valeur des placements reflète essentiellement des cours liés aux rondes de financement.
- La juste valeur des créances aux termes de l'entente d'indemnisation tient compte des flux de trésorerie futurs estimatifs, des taux d'intérêt en vigueur sur le marché et du risque de non-exécution.
- La juste valeur des créances éventuelles liées à la vente de FindLaw est fondée sur une analyse des flux de trésorerie actualisés.
- La juste valeur de la composante passif de la contrepartie éventuelle est fondée sur des estimations des produits des activités ordinaires futurs ou sur l'atteinte de certains jalons commerciaux.
- Les swaps de taux d'intérêt fixe-variable au 30 septembre 2025 et les swaps combinés sur taux d'intérêt et devises fixe-fixe au 31 décembre 2024 ont été évalués au moyen de flux de trésorerie actualisés reposant sur des taux d'actualisation tirés des courbes de rendement observables.

Note 12 : Autres actifs non courants

Les composantes des autres actifs non courants comprennent ce qui suit :

	30 septembre	31 décembre
(en millions de dollars américains)	2025	2024
Valeur de rachat de polices d'assurance vie	382	370
Commissions différées	90	98
Excédents nets des régimes à prestations définies	49	40
Autres actifs non courants ¹⁾	108	117
Total des autres actifs non courants	629	625

1) Comprend un impôt à recevoir de HM Revenue & Customs (« HMRC ») de 96 M\$ et de 89 M\$ au 30 septembre 2025 et au 31 décembre 2024, respectivement (se reporter à la note 18).

Note 13 : Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions

Les composantes des dettes d'exploitation, charges à payer et provisions comprennent ce qui suit :

	30 septembre	31 décembre
(en millions de dollars américains)	2025	2024
Dettes fournisseurs	144	176
Charges à payer	691	799
Provisions	56	63
Autres passifs courants	56	53
Total des dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	947	1 091

Note 14 : Provisions et autres passifs non courants

Les composantes des provisions et autres passifs non courants comprennent ce qui suit :

	30 septembre	31 décembre
(en millions de dollars américains)	2025	2024
Obligations nettes au titre des régimes à prestations définies	520	523
Rémunération et intéressement du personnel différés	76	75
Provisions	64	62
Autres passifs non courants	15	15
Total des provisions et autres passifs non courants	675	675

Note 15 : Capital-actions**Rachats d'actions – Offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat »)**

La société rachète occasionnellement des actions (pour les annuler ultérieurement) conformément à sa stratégie de gestion du capital. Les rachats d'actions sont généralement effectués dans le cadre d'une offre de rachat approuvée par la TSX. L'offre de rachat en vigueur permet à la société de racheter jusqu'à 10 millions d'actions ordinaires entre le 19 août 2025 et le 18 août 2026. En août 2025, la société a annoncé son intention de racheter un montant maximal de 1,0 G\$ de ses actions ordinaires. À la fin d'octobre 2025, la société avait effectué tous les rachats d'actions aux termes de ce programme, soit 6,0 millions d'actions ordinaires au total.

La société peut racheter des actions ordinaires dans le cadre d'opérations sur le marché libre à la TSX, au Nasdaq, à une autre bourse ou à un système de négociation parallèle admissible, ou par tout autre moyen autorisé par la TSX ou le Nasdaq ou selon les lois applicables, y compris au moyen de contrats de rachat privés ou de contrats de programmes de rachat d'actions si, dans l'avenir, la société obtient à cette fin une ordonnance d'exemption d'offre publique de rachat auprès des autorités en valeurs mobilières concernées au Canada. Le prix payé par la société pour ses actions ordinaires dans le cadre d'opérations sur le marché libre correspondra au cours de l'action au moment de l'achat ou à tout autre prix autorisé par la TSX.

Les rachats d'actions se sont établis comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Rachats d'actions (en millions de dollars américains)	670	-	670	639
Nombre d'actions rachetées (en millions)	3,9	-	3,9	4,1
Rachats d'actions - prix moyen par action	172,03 \$	-	172,03 \$	156,92 \$

Les décisions concernant les rachats futurs, le cas échéant, dépendront de certains facteurs comme la conjoncture du marché, le cours de l'action et d'autres possibilités d'investir des capitaux pour favoriser la croissance. La société peut choisir, en tout temps, de suspendre le rachat d'actions ou d'y mettre fin conformément aux lois en vigueur. Si elle ne possède pas de renseignements importants la concernant ou concernant ses titres que le public ignorerait, la société peut à l'occasion établir un programme prédéfini avec son courtier en vue de racheter des actions pendant des périodes au cours desquelles elle n'est normalement pas active sur les marchés en raison de ses propres périodes d'interdiction d'opérations, de ses propres règles sur les opérations d'initié ou d'autres facteurs. Tout programme établi avec le courtier de la société sera adopté conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables et aux exigences de la règle 10b 5-1 de la *Securities Exchange Act of 1934* des États-Unis, dans sa version modifiée. La société a établi un programme de ce genre avec son courtier le 4 septembre 2025. Par conséquent, la société a inscrit un passif de 292 M\$ au poste « Autres passifs financiers » des passifs courants au 30 septembre 2025, ainsi qu'un montant correspondant dans les capitaux propres à l'état consolidé de la situation financière.

En plus des montants susmentionnés, la société avait comptabilisé un passif de 38 M\$ se rapportant à des rachats d'actions non réglés ainsi que des droits d'accise à payer de 17 M\$ au 30 septembre 2025. Ces deux montants sont pris en compte à l'état consolidé des variations des capitaux propres.

Dividendes

Les dividendes sur les actions ordinaires sont déclarés en dollars américains. Dans le tableau consolidé des flux de trésorerie, les dividendes versés sur les actions ordinaires sont présentés déduction faite des montants réinvestis dans la société dans le cadre de son régime de réinvestissement des dividendes.

Le tableau qui suit fait état des dividendes déclarés par action ordinaire et des dividendes versés sur les actions ordinaires :

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,595 \$	0,54 \$	1,785 \$	1,62 \$
Dividendes déclarés	268	243	804	730
Dividendes réinvestis	(8)	(7)	(25)	(22)
Dividendes versés	260	236	779	708

Note 16 : Informations additionnelles sur les flux de trésorerie

Le tableau qui suit détaille les composantes du poste « Autres » de la section sur les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation du tableau consolidé des flux de trésorerie :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2025	2024	2025	2024
Charges hors trésorerie liées aux avantages du personnel	44	38	129	108
(Profits) pertes nets de change et sur instruments financiers dérivés	(6)	31	52	6
Ajustements de juste valeur (note 5)	5	-	19	(8)
Autres	9	(13)	23	67
	52	56	223	173

Le tableau qui suit détaille les composantes du poste « Variation du fonds de roulement et d'autres éléments » de la section sur les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation du tableau consolidé des flux de trésorerie :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2025	2024	2025	2024
Créances clients et autres créances d'exploitation	28	68	55	112
Charges payées d'avance et autres actifs courants	16	47	32	36
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	21	39	(218)	(148)
Produits différés	(29)	7	32	27
Impôt sur le résultat ¹⁾	73	44	49	258
Autres	(2)	1	(29)	(33)
	107	206	(79)	252

1) Les montants du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2024 tiennent compte du passif d'impôt exigible comptabilisé sur la vente des actions de LSEG (se reporter à la note 8), dont les paiements d'impôt sont inclus dans les activités d'investissement.

Le tableau qui suit détaille les composantes de l'impôt payé :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2025	2024	2025	2024
Activités d'exploitation - activités poursuivies	(15)	(25)	(165)	(171)
Activités d'investissement - activités poursuivies	(33)	(65)	(33)	(202)
Total de l'impôt payé	(48)	(90)	(198)	(373)

Note 17 : Acquisitions

Les acquisitions se composent de l'achat d'une participation donnant ou ne donnant pas le contrôle dans une entreprise. Les acquisitions comprennent également les acquisitions d'actifs liées à l'achat d'autres immobilisations incorporelles identifiables. Les acquisitions de participations donnant le contrôle sont intégrées aux activités actuelles de la société afin d'élargir son offre de produits et services aux clients et d'accroître sa présence sur les marchés internationaux. Les résultats des entreprises acquises sont comptabilisés dans les états financiers consolidés depuis leur date d'acquisition.

En 2024, la société a fait l'acquisition, par étapes, de Pagero, ce qui a donné lieu à la présentation de la contrepartie dans les parties portant sur les activités d'investissement et de financement du tableau consolidé des flux de trésorerie. Se reporter à la rubrique « Pagero » pour de plus amples informations à ce sujet.

Activités d'acquisition

Le tableau qui suit présente le nombre d'acquisitions réalisées et la contrepartie connexe pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2025 et 2024 :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
Nombre de transactions	2025	2024	2025	2024
Entreprises acquises	2	1	3	3
Participations dans des entreprises	3	2	10	6
Acquisitions d'actifs	1	-	1	1
	6	3	14	10

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Contrepartie totale				
Entreprises acquises, déduction faite de la trésorerie	156	7	741	445
Participations dans des entreprises	9	15	37	24
Acquisitions d'actifs	13	-	13	15
Paievements au titre des contreparties différées et éventuelles	15	3	32	8
	193	25	823	492

Le tableau qui suit donne une brève description des acquisitions les plus importantes réalisées au cours des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2025 et 2024 :

Date	Société	Secteur acquéreur	Description
Janvier 2025	cPaperless, LLC (« SafeSend »)	Fiscalité et comptabilité	Fournisseur américain de technologie infonuagique native pour les professionnels de la fiscalité et de la comptabilité. SafeSend automatise les dernières étapes de la production de déclarations fiscales, y compris l'assemblage, la révision, la signature électronique du contribuable et l'expédition.
Septembre 2025	Additive AI, Inc. (« Additive »)	Fiscalité et comptabilité	Société utilisant l'intelligence artificielle pour automatiser le traitement des documents fiscaux pour les professionnels de la fiscalité et de la comptabilité. La plateforme d'IA générative native d'Additive intègre et analyse des formulaires fiscaux fédéraux américains complexes, y compris le formulaire K-1, au moment de la préparation des déclarations fiscales.
Janvier 2024	Pagero Group AB (publ) (« Pagero »)	Grandes sociétés	Entreprise qui est un chef de file mondial des solutions de facturation électronique et d'impôt indirect, qu'elle fournit par l'entremise de son réseau Smart Business Network.
Janvier 2024	World Business Media Limited (« The Insurer »)	Reuters News	Fournisseur multiplateforme de contenu éditorial par abonnement pour le secteur mondial de l'assurance et de la réassurance dommages et risques de spécialités.

Les actifs nets acquis, y compris les ajustements du prix d'acquisition, se détaillent comme suit :

(en millions de dollars américains)	Période de neuf mois close le 30 septembre			Période de neuf mois close le 30 septembre		
	2025			2024		
	SafeSend	Autres	Total	Pagero	Autres	Total
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	6	20	10	2	12
Créances clients	11	1	12	21	3	24
Charges payées d'avance et autres actifs courants	2	-	2	6	1	7
Actifs courants	27	7	34	37	6	43
Immobilisations corporelles	1	-	1	8	-	8
Logiciels	225	64	289	255	-	255
Autres immobilisations incorporelles identifiables	38	6	44	30	18	48
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	45	-	45
Autres actifs non courants	1	-	1	4	-	4
Total de l'actif	292	77	369	379	24	403
Dettes d'exploitation et charges à payer	(4)	-	(4)	(39)	(1)	(40)
Passif d'impôt exigible	-	-	-	(1)	(1)	(2)
Produits différés	(16)	(2)	(18)	(17)	(5)	(22)
Autres passifs financiers	-	-	-	(2)	(6)	(8)
Passifs courants	(20)	(2)	(22)	(59)	(13)	(72)
Dettes à long terme	-	-	-	(48)	-	(48)
Provisions et autres passifs non courants	-	-	-	(1)	-	(1)
Autres passifs financiers	(1)	-	(1)	(14)	(24)	(38)
Impôt différé	(53)	(16)	(69)	(33)	(5)	(38)
Total du passif	(74)	(18)	(92)	(155)	(42)	(197)
Actifs nets acquis	218	59	277	224	(18)	206
Goodwill	381	103	484	573	66	639
Total	599	162	761	797	48	845
Entreprises acquises, déduction faite de la trésorerie	585	156	741	399	46	445
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	388	-	388

L'excédent du prix d'acquisition sur le total net des actifs acquis a été inscrit à titre de goodwill. Il représente les synergies et la valeur des ressources humaines obtenues dans le cadre de l'acquisition. La majeure partie du goodwill lié aux acquisitions réalisées au cours des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2025 et 2024 ne devrait pas être déductible aux fins de l'impôt.

Répartition du prix d'acquisition

La répartition du prix de certaines acquisitions pourrait être ajustée par suite de l'achèvement des évaluations définitives. La répartition du prix de l'acquisition de Pagero a été achevée au 31 décembre 2024. Par conséquent, le montant des actifs nets acquis au 30 septembre 2024 a été révisé pour refléter les ajustements finaux du prix d'acquisition, ce qui tient compte des logiciels, des autres immobilisations incorporelles identifiables, du goodwill, des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que d'autres actifs.

Pagero

En janvier 2024, la société a fait l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans Pagero dans le cadre d'une offre publique de rachat. Par la suite, la société a acheté la participation restante auprès d'actionnaires ne détenant pas le contrôle afin de porter à 100 % sa participation dans Pagero.

La participation ne donnant pas le contrôle a été évaluée à la juste valeur, selon le prix de rachat de 50 SEK par action, à la date de l'acquisition et comptabilisée dans les capitaux propres. Après la date d'acquisition, la participation ne donnant pas le contrôle a été ajustée en fonction de sa quote-part des variations des capitaux propres. Après que la société a obtenu le contrôle de Pagero, les rachats des actions restantes effectués auprès des détenteurs des participations ne donnant pas le contrôle ont réduit les capitaux propres et ont été présentés dans les activités de financement dans le tableau consolidé des flux de trésorerie.

Autres

Les produits des activités ordinaires et le bénéfice d'exploitation qu'ont enregistrés les entreprises acquises n'ont pas été significatifs par rapport aux résultats d'exploitation de la société.

Note 18 : Éventualités**Actions et réclamations en justice**

La société est partie à divers litiges, réclamations, contrôles et enquêtes qui surviennent dans le cours normal des activités. Ces causes portent notamment sur les questions liées à l'emploi, les questions commerciales, les questions de protection des renseignements personnels et des données, et les questions liées à la diffamation et à la violation de la propriété intellectuelle. Ces procédures contre la société restent à être réglées, et leur issue demeure imprévisible. L'issue des litiges est difficile à prévoir avec certitude en raison de divers facteurs, y compris, sans s'y limiter, la nature préliminaire de certaines réclamations, l'incertitude concernant les hypothèses et les demandes relatives aux préjudices allégués, un dossier factuel incomplet, l'incertitude concernant les principes juridiques et les procédures judiciaires et leur résolution par les tribunaux, que ce soit en première instance ou en appel, de même que la nature imprévisible des parties adverses. À la lumière des renseignements dont nous disposons actuellement et après consultation des avocats externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, individuellement ou globalement, ne devrait pas avoir une incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble.

Positions fiscales incertaines

La société est assujettie à l'impôt s'appliquant dans de nombreux territoires et fait régulièrement l'objet de contrôles fiscaux par diverses autorités fiscales. L'incidence fiscale définitive de bon nombre des transactions et calculs dans le cours normal des activités est incertaine, car les autorités fiscales pourraient contester certaines positions fiscales de la société et proposer des ajustements ou des changements à apporter à ses déclarations fiscales.

La société maintient donc des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, à son avis, reflètent de façon appropriée ses risques. Ces provisions sont établies à l'aide des estimations les plus probables de la société quant au montant qui devrait être payé, en fonction d'une évaluation qualitative de toutes les informations pertinentes. Lorsque cela est approprié, la société calcule la valeur attendue afin de déterminer le montant de ses provisions. La société réévalue ces provisions à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour vérifier si le montant est suffisant et fait des ajustements selon l'évolution des faits et circonstances. En raison de l'incertitude associée aux contrôles fiscaux, il se peut que le passif découlant ultérieurement de contrôles ou de litiges connexes diffère de façon importante du montant provisionné par la société. Toutefois, à la lumière des lois en vigueur et des renseignements dont la société dispose actuellement et après consultation de conseillers fiscaux externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, pris individuellement ou globalement, n'aura pas d'incidence significative défavorable sur la situation financière de la société dans son ensemble.

Avant le 31 décembre 2023, la société a payé des impôts de 430 M\$ comme l'exigeaient les avis d'imposition émis par l'administration fiscale du Royaume-Uni, la HM Revenue & Customs (la « HMRC »), en vertu du régime d'impôt sur les profits détournés, qui collectivement se rapportaient aux années d'imposition 2015, 2016, 2017 et 2018 de certaines des filiales actuelles et des anciennes filiales de la société au Royaume-Uni. La société n'estime pas que ces filiales actuelles et ces anciennes filiales au Royaume-Uni entrent dans le champ d'application du régime d'impôt sur les profits détournés. Étant donné que la société croit que sa position est appuyée par la loi, elle entend défendre vigoureusement sa position et continuera de contester ces avis d'imposition au moyen de tous les recours administratifs et juridiques à sa disposition. Comme ces avis d'imposition se rapportent en grande partie à des entreprises que la société a vendues, la plupart font l'objet d'ententes d'indemnisation aux termes desquelles la société a été tenue de payer des impôts supplémentaires à la HMRC ou aux contreparties aux ententes d'indemnisation.

La société ne pense pas que la résolution de ces questions aura une incidence défavorable significative sur sa situation financière dans son ensemble. Les paiements effectués par la société ne reflètent pas sa position quant au bien-fondé de la question. Puisque la société s'attend à recevoir des remboursements pour la quasi-totalité des montants payés en vertu de ces avis d'imposition, elle a comptabilisé la quasi-totalité de ces paiements à titre de montant non courant à recevoir de la HMRC ou de la contrepartie aux ententes d'indemnisation dans ses états financiers.

Garanties

La société détient une participation dans 3 Times Square Associates LLC (« 3XSQ Associates »), entité conjointement détenue par l'une de ses filiales et Rudin Times Square Associates LLC (« Rudin »), qui possède et exploite l'immeuble de bureaux situé au 3, Times Square, à New York (État de New York) (l'« immeuble »). En mai 2025, 3XSQ Associates a prorogé de deux ans l'échéance de sa facilité d'emprunt d'une durée de trois ans, la faisant passer de juin 2025 à juin 2027, et a réduit à 385 M\$ le montant de la facilité qui était initialement de 415 M\$. La facilité avait été obtenue en 2022 afin de refinancer la dette existante, de financer le réaménagement de l'immeuble et de couvrir les charges d'intérêts et d'exploitation pendant la période de réaménagement. L'immeuble a été donné en garantie de l'emprunt. Thomson Reuters et Rudin ont fourni chacune une garantie correspondant à 50 % : i) de certains montants du capital des emprunts et ii) des charges d'intérêts et d'exploitation. Thomson Reuters et Rudin ont également fourni une garantie conjointe et solidaire visant : i) l'achèvement des travaux commencés et ii) les pertes du prêteur qui découleraient d'actes interdits, que ce soit sur le plan environnemental ou autre. Afin de réduire l'exposition économique à 50 % des obligations conjointes et solidaires, Thomson Reuters et une entité du groupe de Rudin ont conclu une entente de dédommagement réciproque. La société estime que la valeur de l'immeuble devrait suffire à couvrir les obligations qui pourraient découler des garanties. Les garanties n'ont pas d'incidence sur la capacité de la société à emprunter des fonds aux termes de sa facilité de crédit consortiale de 2,0 G\$ ou sur le calcul de la clause restrictive connexe.

Note 19 : Transactions entre parties liées

Au 30 septembre 2025, l'actionnaire principal de la société, Woodbridge (et ses filiales), détenait en propriété réelle environ 70 % des actions ordinaires de la société.

Transactions avec 3XSQ Associates

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2025, la société a versé un montant de 5 M\$ en trésorerie aux termes d'un appel de fonds et versé un apport en nature de 18 M\$ représentant la juste valeur des garanties fournies dans le cadre de la facilité d'emprunt de 385 M\$ obtenue par 3XSQ Associates (se reporter à la note 18).

À l'exception des transactions susmentionnées, aucune nouvelle transaction entre parties liées d'importance n'a eu lieu au cours des neuf premiers mois de 2025. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées » figurant à la note 32 des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024 de la société, qui sont inclus dans son rapport annuel 2024, pour des informations au sujet des transactions entre parties liées.